

Les deux alliés centre-européens ne veulent pas de stratégie commune de protection de l'enfance au motif qu'elle donnerait son mot à dire aux associations LGBTQ.

« *Le gouvernement hongrois s'est engagé à un niveau élevé de protection des droits des enfants* », a assuré à Telex.hu la ministre hongroise de la Justice Judit Varga, « *mais nous n'autoriserons jamais les militants LGBTQ dans nos écoles* ».

Voilà pourquoi son gouvernement, ainsi que le gouvernement polonais, ont mis leur veto, devant le Conseil juridique du Conseil de l'Europe, à la stratégie en cours d'élaboration de l'UE sur les droits de l'enfant, a fait savoir jeudi la ministre de la Justice Judit Varga.

Le média Telex questionne : « *l'axe antilibéral hongro-polonais a-t-il sacrifié la protection de l'enfance sur l'autel de sa lutte contre les LGBTQ ?* »

Cette [stratégie européenne](#) concernera notamment les domaines suivants : les droits des enfants les plus vulnérables, les droits des enfants à l'ère numérique, la prévention de la violence et la lutte contre celle-ci ; la promotion d'une justice adaptée aux enfants.

[« De plus en plus de parents acceptent ». En Hongrie, l'émancipation des LGBTQ+ progresse, n'en déplaise à Orbán](#)